

**Assemblée réunie
de la Commission communautaire commune**

**Séance plénière
du vendredi 16 mars 2001**

SOMMAIRE

	Pages
EXCUSES	135
COMMUNICATION	
— Rapport 2000 sur l'état de la pauvreté	135
QUESTION D'ACTUALITE	
— De M. Michel Lemaire à MM. Jos Chabert et Didier Gosuin, membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de Santé, concernant « la campagne de sensibilisation pour le recrutement d'infirmier(e)s »	135
PROPOSITION D'ORDONNANCE	
— Proposition d'ordonnance (de M. Bernard Clerfayt) limitant le cumul du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions (n ^{os} B-35/1 et 2 – 99/2000)	136
Discussion générale — <i>Orateurs</i> : MM. Mohamed Azzouzi , rapporteur, Bernard Clerfayt , Mme Dominique Braeckman	137
Discussion des articles	138

**Verenigde Vergadering van de
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

**Plenaire vergadering
van vrijdag 16 maart 2001**

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	135
MEDEDELING	
— Rapport 2000 over de staat van de armoede	135
DRINGENDE VRAAG	
— Van de heer Michel Lemaire aan de heren Jos Chabert en Didier Gosuin, leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « de campagne voor de aanwerving van verplegend personeel »	135
VOORSTEL VAN ORDONNANTIE	
— Voorstel van ordonnantie (van de heer Bernard Clerfayt) tot beperking van de cumulatie van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn met andere ambten (nrs. B-35/1 en 2 – 99/2000)	137
Algemene bespreking — <i>Sprekers</i> : de heren Mohamed Azzouzi , rapporteur, Bernard Clerfayt , mevrouw Dominique Braeckman	137
Artikelsgewijze bespreking	138
	133

Pages	Blz.
—	—
INTERPELLATION	INTERPELLATIE
— De M. Rufin Grijp à MM. Eric Tomas et Guy Vanhengel, membres du Collège réuni, compétents pour la politique d'aide aux personnes, concernant « la médiation de dettes »	— Van de heer Rufin Grijp tot de heren Eric Tomas en Guy Vanhengel, leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen, betreffende « de schuldbemiddeling »
139	139
Discussion — <i>Orateurs</i> : MM. Rufin Grijp, Joël Riguelle, Jan Béghin, Mme Bernadette Wynants, M. Jean-Luc Vanraes, Mme Anne-Sylvie Mouzon, M. Guy Vanhengel , membre du Collège réuni, compétent pour la politique d'aide aux personnes	Bespreking — <i>Sprekers</i> : de heren Rufin Grijp, Joël Riguelle, Jan Béghin, mevrouw Bernadette Wynants, de heer Jean-Luc Vanraes, Mevrouw Anne-Sylvie Mouzon, de heer Guy Vanhengel , lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen
139	139
VOTE NOMINATIF	NAAMSTEMMING
— Vote nominatif (sur les amendements, articles réservés et) sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance (de M. Bernard Clerfayt) visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires des centres publics d'aide sociale et limitant le cumul du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions (n ^{os} B-35/1 et 2 – 99/2000)	— Naamstemming (over de amendementen, aangehouden artikelen en) over het geheel van het voorstel van ordonnantie (van de heer Bernard Clerfayt) tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de mandatarissen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en tot beperking van de cumulatie van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn met andere ambten (nrs. B-35/1 en 2 – 99/2000)
146	146

PRESIDENCE DE **MME MAGDA DE GALAN**, PRESIDENTE

VOORZITTERSCHAP VAN **MEVROUW MAGDA DE GALAN**, VOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 14 h 35.*

De plenaire vergadering wordt geopend om 14.35 uur.

Mme la Présidente. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 16 mars 2001.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de verenigde vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 16 maart 2001 geopend.

EXCUSES — VERONTSCHULDIGD

Mme la Présidente. — Ont prié d'excuser leur absence : M. Guy Hance, Mme Anne Herscovici, M. Paul Galand, Mmes Danielle Caron, Sfia Bouarfa, MM. Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Willem Draps et Sven Gatz.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid : de heer Guy Hance, Mevr. Anne Herscovici, de heer Paul Galand, Mevr. Danielle Caron, Sfia Bouarfa, de heren Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Willem Draps en Sven Gatz.

**COMMUNICATION FAITE A
L'ASSEMBLEE REUNIE**

**MEDEDELING AAN DE
VERENIGDE VERGADERING**

*Rapport 2000 sur l'état de la pauvreté dans la Région de
Bruxelles-Capitale*

*Rapport 2000 over de staat van de armoede in het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest*

Par lettre du 8 mars 2001, le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale transmet le rapport 2000 sur l'état de la pauvreté dans la Région de Bruxelles-Capitale.

— Renvoi à la commission des Affaires sociales.

Bij brief van 8 maart 2001, zendt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad het rapport 2000 over de staat van de armoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Verwezen naar de commissie voor de Sociale Zaken.

QUESTION D'ACTUALITE

DRINGENDE VRAAG

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la question d'actualité de M. Lemaire.

Aan de orde is de dringende vraag van de heer Lemaire.

QUESTION DE M. MICHEL LEMAIRE A MM. JOS CHABERT ET DIDIER GOSUIN, MEMBRES DU COLLEGE REUNI, COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, SUR « LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION POUR LE RECRUTEMENT D'INFIRMIER(E)S ».

VRAAG VAN DE HEER MICHEL LEMAIRE AAN DE HEREN JOS CHABERT EN DIDIER GOSUIN, LEDEN VAN DE VERENIGDE VERGADERING, BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, OVER « DE CAMPAGNE VOOR DE AANWERVING VAN VERPLEGEND PERSONEEL ».

Mme la Présidente. — La parole est à M. Michel Lemaire, pour poser sa question, qui sera développée en lieu et place de l'interpellation prévue le 29 mars prochain.

Je demande à M. Lemaire de s'en tenir au temps réglementaire.

M. Michel Lemaire. — Madame la Présidente, je m'en tiendrai évidemment au temps de parole réglementaire tout en regrettant que nous n'ayons pas eu le temps d'en débattre rapidement. C'est à la suite d'un accord avec la présidente que nous transformons cette interpellation en question d'actualité, un peu dans la précipitation, sur le problème de la campagne de sensibilisation pour la profession d'infirmier.

Vous n'ignorez pas, Monsieur Gosuin, les réactions assez outragées du milieu infirmier sur l'image de la profession diffusée dans le cadre de cette campagne qui était néanmoins souhaitable en raison du déficit que nous connaissons dans cette profession, mais qui a semblé toutefois très maladroite, ce qui nous amène à poser quelques questions.

Qu'en est-il exactement du collège des infirmiers et de la fonction de conseiller-infirmier ? Dans quelle mesure ces deux instances ont-elles été associées à la conception de la campagne et le sont-elles encore dans le suivi ?

Où en sommes-nous en ce qui concerne le montant des dépenses qui ont déjà été effectuées, les dépenses en cours et celles qui seraient encore à prévoir ?

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'enquête préliminaire à la campagne de sensibilisation ?

Qu'en est-il des projets des autres niveaux de pouvoirs en matière de campagne de sensibilisation ? Le cas échéant, quelle coordination y a-t-il entre ces différents niveaux de pouvoirs ? En effet, indépendamment de l'acuité qu'elle revêt en Région bruxelloise, cette problématique dépasse bien sûr les limites de notre région.

Enfin, je voudrais savoir comment le Collège a éventuellement tenté de remédier à cette perception négative de la campagne par la profession et la manière dont il aurait tenté de rétablir le dialogue avec le milieu infirmier ? Quelles sont les perspectives de la campagne compte tenu des critiques formulées ?

Cela fait beaucoup de questions pour une question d'actualité, Monsieur Gosuin, mais ce sont les circonstances qui, vous en conviendrez, nous commandent d'agir de la sorte.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni.

M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de Santé. — Madame la Présidente, il faut savoir reconnaître des échecs. Incontestablement, au niveau de sa formulation, cette campagne était loin d'être adroite — et c'est un euphémisme — dans le contexte actuel. Sans doute, le télescopage des revendications légitimes du milieu infirmier a-t-il accentué cet aspect. J'assume, comme il se doit, ma part de responsabilité en la matière.

Vous vous souviendrez, Monsieur Lemaire, que j'ai répondu à une question orale de Mme Bertieaux qui reprend de manière très complète, votre première question concernant le collège des infirmiers et la fonction de conseiller infirmier. Je me réfère donc à la réponse qui a été donnée à cette occasion et qui décrit les missions, la composition de ce collège et les rôles du conseiller infirmier.

Une des questions était de savoir si le collège des infirmiers avait été directement associé à la conception. Non, mais le conseiller infirmier a été consulté ainsi que des confrères des réseaux hospitaliers privés.

En ce qui concerne les montants, ils s'élèvent à 6,3 millions au budget 2000 pour réaliser la campagne et 4,063 millions au budget 2001 pour le spot dans les salles de cinéma.

Au niveau de la télévision, rien n'a été décidé : j'ai demandé qu'une évaluation de la campagne soit réalisée avant toute décision de prolongation.

Une de vos questions portait sur l'enquête préliminaire à la campagne de sensibilisation. Comme je l'ai dit, cette campagne a été organisée à la suite de contacts avec les directions hospitalières. Nous nous sommes également appuyés sur les résultats d'une enquête effectuée en septembre 2000 par la Coordination bruxelloise d'institutions sociales et de santé, la Fédération nationale des associations médico-sociales. Le cahier des charges a été établi en tenant compte des propositions de ces établissements et des réunions de travail préalables ont été tenues avec des membres du personnel infirmier du réseau public et privé. Manifestement, le crible n'était pas suffisant, même si nous étions entourés de gens de la profession.

En ce qui concerne les projets des autres niveaux de pouvoir, il est exact que les instances fédérales, en les personnes de Mmes Aelvoet et Onkelinx et M. Vandenbroeck, se sont engagés, le 1^{er} mars 2000, à mener une campagne d'information visant à améliorer l'image du secteur avant juillet 2000.

Nous avons insisté, à chaque conférence ministérielle de la santé, pour que cet engagement soit respecté.

J'en viens à votre dernière question concernant la manière de remédier à cette perception négative de la campagne. D'abord, il faut savoir reconnaître ses erreurs. Ensuite, j'ai rencontré des délégations du personnel infirmier, à la fois pour leur expliquer le contexte et pour les entendre.

Nous avons également écrit aux ministres compétents pour leur demander de mettre le point à l'ordre du jour de la prochaine conférence des ministres de la Santé, notamment par rapport à leurs propres engagements. Seront notamment abordés lors de cette conférence interministérielle la formation du personnel soignant, le niveau de rémunération, les conditions de travail, au sens large, sans oublier les normes d'encadrement du niveau hospitalier.

Sachons aussi que la campagne proprement dite a déjà amené plus de 250 jeunes à demander à notre administration les listes des écoles et institutions hospitalières.

Voilà la situation en termes d'évaluation.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Michel Lemaire.

M. Michel Lemaire. — Madame la Présidente, je vais vous étonner, je n'ai pas de question complémentaire à poser. Cependant, nous reparlerons très certainement de ce sujet.

Mme la Présidente. — Je le pense aussi.

Je vous remercie, Monsieur Lemaire, ainsi que M. le Membre du Collège, d'avoir été brefs.

M. Didier Grimberghs. — Madame la Présidente, ne tirons pas avantage de la bonne volonté de M. Lemaire qui a accepté que son interpellation soit transformée en question d'actualité parce que le ministre refusait de traiter l'interpellation en commission !

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, nous interrompons ici nos travaux pour reprendre l'ordre du jour du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dames en heren, wij onderbreken hier onze werkzaamheden om de agenda van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad te hervatten.

— *La séance est suspendue à 14 h 40.*

De vergadering wordt geschorst om 14.40 uur.

— *Elle est reprise à 18 h. 35.*

Ze wordt hervat om 18.35 uur.

Mme la Présidente. — La séance est reprise.

De vergadering wordt hervat.

PROPOSITION D'ORDONNANCE DE M. BERNARD CLERFAYT LIMITANT LE CUMUL DU MANDAT DE PRÉSIDENT D'UN CONSEIL DE L'AIDE SOCIALE AVEC D'AUTRES FONCTIONS

Discussion générale

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE VAN DE HEER BERNARD CLERFAYT TOT BEPERKING VAN DE CUMULATIE VAN HET MANDAAT VAN VOORZITTER VAN EEN RAAD VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN MET ANDERE AMBTEN

Algemene bespreking

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale de la proposition d'ordonnance.

Dames en heren, aan de orde is de algemene bespreking van het voorstel van ordonnantie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à M. Mohamed Azzouzi, rapporteur.

M. Mohamed Azzouzi, rapporteur. — Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, chers Collègues, lors des réunions de la commission des Affaires sociales du mercredi 31 janvier et du 14 février 2001, relatives à la proposition d'ordonnance déposée par M. Clerfayt visant à limiter le cumul du mandat du président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions, certains points importants ont été soulevés par les différents intervenants.

M. Clerfayt, dans son exposé introductif, signala que sa proposition est inspirée des débats qui ont eu lieu dans le cadre des Assises de la démocratie au sein du « groupe de concertation Langendries ». La question étant de limiter le cumul des mandats parlementaires et des mandats exécutifs locaux. Au niveau financier, des accords prévoyaient que le produit du cumul de ces mandats devait être limité à une fois et demi l'indemnité parlementaire.

M. Clerfayt signala, par ailleurs, que les dispositions légales réglementant cette matière ont été votées au niveau fédéral en ce qui concerne les bourgmestres et échevins, mais pas pour les présidents de CPAS. Or, il existe une volonté unanime de les mettre sur pied d'égalité avec les échevins. Contrairement aux Régions wallonne et flamande, où des dispositions ont été prises dès 1999, pour concrétiser cet accord concernant les présidents de CPAS, et alors que les mandats des membres des conseils de CPAS vont débiter le 1^{er} avril, il n'y a pour l'heure en Région bruxelloise aucune mesure équivalente.

M. Clerfayt rappelle que le texte proposé est similaire à celui voté en Wallonie.

Après l'exposé de M. Clerfayt, une discussion animée s'en est suivie.

Mme Mouzon rappela que, si les autorités fédérales n'ont pas légiféré, c'est non par manque de volonté, mais plus exactement par faute de disposer de la compétence en la matière.

S'agissant du texte proposé, Mme Mouzon souhaite éclaircir et rectifier quelques points afin d'éviter qu'ultérieurement des différences d'interprétations surgissent. Elle proposa donc de reprendre l'alinéa de l'article 2 de la loi fédérale communale, qui a été omis dans le texte proposé par l'auteur de la proposition. Elle suggéra aussi, dans un même souci de clarté, de reprendre la terminologie « Membres de la Chambre des représentants et du Sénat » utilisée dans le texte fédéral plutôt que « parlementaires fédéraux ». A l'article 3, elle précisa qu'il s'agit bien évidemment de se référer au « Collège réuni » et non au « Gouvernement ». Mme Mouzon fait

aussi remarquer que le système du parallélisme instauré entre la rémunération de l'échevin et le président du CPAS est déjà repris dans l'article 38 de la loi organique. Pourquoi dès lors s'en départir à ce point ?

Mme Herscovici se dit tout à fait d'accord avec le but poursuivi et trouva également qu'il est important qu'un texte précis soit rédigé qui soit inattaquable.

M. Clerfayt marqua lui aussi son accord sur l'ensemble des propositions formulées par Mme Mouzon, qu'il s'agisse de clarifications ou de corrections techniques. Il précisa que, lorsque le cumul a lieu entre des revenus de parlementaire et de président de CPAS, des dispositions concernant l'écrtage ont été prises pour que celui-ci ne soit pas opéré par le parlement. Si, en effet, les dispositions qui concernent les bourgmestres et échevins vont dans ce sens. Mme Mouzon souhaite qu'il en aille de même pour les présidents de CPAS.

Mme Mouzon proposa que le texte soit remanié par la voie d'amendements.

M. Clerfayt marqua son accord sur la proposition et précisa, en outre, que son texte vise aussi à assurer aux présidents de CPAS au minimum un statut pécuniaire et social qui soit en tous points identique à celui des échevins. Pour conclure, il souhaite que le texte soit voté le plus rapidement possible.

Suite à cette discussion générale dont la majeure partie a concerné les aspects techniques de la proposition, il ressortit clairement que l'ensemble des intervenants se trouvait d'accord sur les principes de cette résolution.

Après une discussion des différents articles et les modifications proposées étant faites, les 4 amendements proposés furent adoptés sans surprise à l'unanimité des membres (11 voix). Les articles 1, 2, 3 et 4 ainsi amendés furent eux aussi adoptés à l'unanimité des membres (11 voix).

L'ensemble du texte fut adopté suivant le même vote.

Madame la Présidente, voilà le rapport de cette commission.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Azzouzi pour intervenir au nom du groupe socialiste.

M. Mohamed Azzouzi. — je retire maintenant ma casquette de rapporteur pour intervenir au nom de mon groupe.

Je tiens à exprimer au nom du groupe socialiste notre satisfaction de voir discuter une proposition d'ordonnance qui vient résorber un oubli certain dans le débat concernant la limitation des mandats de parlementaires et des mandats d'exécutifs locaux.

Comme je l'ai rappelé dans le rapport, les Régions wallonne et flamande avaient déjà inscrit de telles dispositions pour les présidents de CPAS. La Région bruxelloise ne pouvait rester en retrait. Au contraire, dans cette proposition, elle innove.

Les socialistes sont particulièrement heureux que la proposition de Mme Mouzon ait été adoptée. Cette proposition consiste à opérer sur la seule rémunération de président de CPAS, toutes les réductions nécessaires pour respecter le plafond de rémunérations cumulées autorisé par la loi, alors que pour les bourgmestres et échevins, selon les cas, la réduction s'opère proportionnellement sur les diverses rémunérations qu'ils perçoivent.

La méthode proposée, facilitera les calculs, soulagera les finances locales et surtout permettra un contrôle efficace du respect de la règle.

Dès lors, mon groupe ne peut que s'en réjouir. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Mme la Présidente. — La parole est à M. Bernard Clerfayt.

M. Bernard Clerfayt. — Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, cette petite proposition d'ordonnance qui comprend quelques articles est néanmoins importante et symbolique. D'abord, parce qu'elle applique pleinement à Bruxelles, comme cela a déjà été le cas en Flandre et en Wallonie, l'esprit et la lettre des accords des Assises de la démocratie qui, il y a quelques années déjà, visaient à appliquer des principes plus sains dans les pratiques politiques et, en particulier, la limitation du cumul des mandats.

Cette proposition est importante aussi parce qu'elle met sur pied d'égalité le ou la président(e) du CPAS avec les échevins, tant sur le plan du statut social que sur celui des règles de cumul. Cela signifie que la personne qui exerce la présidence du CPAS est un acteur aussi important et aussi essentiel que les échevins dans la conduite de l'action des pouvoirs publics locaux. On oublie parfois l'importance du président du CPAS parce qu'il a une fonction qui paraît moins visible. Mon groupe se réjouit de cette mise sur pied d'égalité.

Pour terminer, je remercie Mme Herscovici et Mme Mouzon pour leur contribution très politique et très fructueuse dans l'élaboration du texte, et principalement cette dernière qui a fait de nombreuses remarques qui ont permis d'améliorer la qualité du texte. Je le reconnais pleinement. Je remercie aussi M. Azzouzi pour son rapport.

Enfin, je suis très heureux de l'unanimité qui s'est dégagée en commission et du calendrier qui nous a permis de voter cette ordonnance, quelques jours avant l'installation des conseils de CPAS, qui aura lieu le 2 avril prochain. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Dominique Braeckman.

Mme Dominique Braeckman. — Madame la Présidente, comme vient de le dire M. Clerfayt, la présente proposition est inspirée de débats qui ont eu lieu en leur temps dans le cadre des Assises de la démocratie, où il a été question de limiter le cumul des mandats de parlementaires et des mandats exécutifs locaux. Pour nous, idéalement, il aurait mieux valu ne pas se limiter à réduire les rémunérations, mais bien faire en sorte que ces mandats ne soient pas cumulables pour qu'ils puissent être exercés pleinement par les mandataires qui ont été choisis pour ce faire.

Nous pensons, à ECOLO, qu'il vaut mieux ne pas concentrer les mandats et responsabilités politiques au sein d'un nombre limité de personnes, mais élargir le plus possible l'assiette démocratique en inscrivant dans le débat politique un nombre plus important de personnes.

De plus, il apparaît que le cumul des mandats fait en sorte que, parfois, le mandataire concerné se retrouve juge et partie, ce qui ne participe pas d'une saine logique.

Mais les choses étant ce qu'elles sont, il est vrai que cette proposition va dans le bon sens. La limitation déjà effective depuis le début de l'année pour un bourgmestre et un échevin à une fois et demie l'indemnité parlementaire permet de limiter le risque que certains collectionnent les mandats. Élargir ce dispositif aux présidents de CPAS va dans le bon sens dans la mesure où nous

partageons la volonté que les présidents de CPAS soient considérés au même titre que les échevins.

De façon plus technique, les débats qui ont eu lieu ont eu trait à l'endroit où doit s'effectuer la réduction salariale : est-ce au niveau du Parlement, au niveau des autres mandats, au niveau des conseils de l'aide sociale ? Nous avons abouti, grâce à un travail d'amendements, à ce que ce soit la rémunération du président du CPAS qui soit écartée de façon à ce que l'indemnité totale ne dépasse pas une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat.

Ce système est, en effet, plus simple et il permet que les trésoreries des CPAS soient moins sollicitées et que les sommes dégagées puissent servir à améliorer l'offre sociale pour les plus démunis.

Nous voterons donc positivement cette proposition. (*Applaudissements sur les bancs ECOLO.*)

Mme la Présidente. — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Artikelsgewijze bespreking

Mme la Présidente. — Nous passons à la discussion des articles de la proposition d'ordonnance sur la base du texte adopté par la commission.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het voorstel van ordonnantie aan op basis van de door de commissie aangenomen tekst.

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. — § 1^{er}. Les dispositions contenues à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, forment l'article 38, § 1^{er}.

§ 2. — L'article 38, alinéa 1^{er}, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 38, § 1^{er}. — Le traitement, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et le régime de sécurité sociale du président sont identiques à ceux des échevins de la commune siège du centre public. Le Collège réuni de la Commission communautaire commune peut arrêter les modalités d'application de la présente disposition, tenant compte, notamment, de l'application du § 2 ».

§ 3. — L'article 38, alinéa 2, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les limites et selon les conditions et modalités d'octroi déterminées par le Collège réuni de la commission communautaire commune, le conseil de l'aide sociale accorde des jetons de présence à ses membres ».

Art. 2. § 1. — De bepalingen vervat in artikel 38 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vormen artikel 38, § 1.

§ 2. — Artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, eerste lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid :

« Art. 38, § 1. — De wedde, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en het stelsel van sociale zekereid van de voorzitter zijn dezelfde als die van de schepenen van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling vaststellen, rekening houdend met inzonderheid de toepassing van § 2. ».

§ 3. — Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, tweede lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid :

« Binnen de perken en volgens de toekeningsvoorwaarden en de wijze van toekenning bepaald door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kent de raad voor maatschappelijk welzijn presentiegeld toe aan zijn leden ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Un paragraphe 2 nouveau, libellé comme suit, est ajouté à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale :

« § 2. — La somme du traitement du président d'un conseil de l'aide sociale et des indemnités, traitements et jetons de présence perçus par le président en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat est égale ou inférieure à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des représentants et du Sénat.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre politique.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er}, le traitement du président est réduit à due concurrence.

Lorsque les activités exercées en dehors du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale débutent ou prennent fin en cours de mandat, le président concerné en informe le conseil de l'aide sociale. ».

Art. 3. In artikel 38 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een nieuwe paragraaf 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. — De som van de wedde van de voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn en van de vergoedingen, wedden en presentiegelden die hij ontvangt voor activiteiten die hij buiten zijn mandaat uitoefent, is gelijk aan of lager dan anderhalf maal het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

Voor de berekening van dat bedrag komen in aanmerking de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar ambt van politieke aard.

Zo het in het eerste lid bedoelde plafond wordt overschreden, wordt de wedde van de voorzitter verminderd tot het passende be-
loof.

Als de buiten het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn uitgeoefende activiteiten in de loop van het mandaat beginnen of eindigen, geeft de betrokken voorzitter de raad voor maatschappelijk welzijn hiervan kennis. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. L'article 2 de la présente ordonnance entre en vigueur lors du renouvellement intégral du conseil communal de la commune siège du centre public suivant les élections du 8 octobre 2000.

L'article 3 entre en vigueur le 31 janvier 2001.

Art. 4. Artikel 2 van deze ordonnantie treedt in werking bij de volgende algehele vernieuwing van de gemeenteraad van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is, die volgt op de verkiezingen van 8 oktober 2000.

Artikel 3 treedt in werking op 31 januari 2001.

— Adopté.

Aangenomen.

Mme la Présidente. — Le vote sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance aura lieu tout à l'heure.

De stemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie zal straks plaatshebben.

INTERPELLATIE

INTERPELLATION

De Voorzitter. — Aan de orde is de interpellatie van de heer Rufin Grijp.

L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Rufin Grijp.

INTERPELLATIE VAN DE HEER RUFIN GRIJP TOT DE HEREN ERIC TOMAS EN GUY VANHENGEL, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE, BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTANDAAN PERSONEN, BETREFFENDE « DE SCHULDBEMIDDELING ».

Bespreking

INTERPELLATION DE M. RUFIN GRIJP A MM. ERIC TOMAS ET GUY VANHENGEL, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, CONCERNANT « LA MEDIATION DE DETTES ».

Discussion

De Voorzitter. — De heer Rufin Grijp heeft het woord voor het ontwikkelen van zijn interpellatie.

De heer Rufin Grijp. — Mevrouw de Voorzitter, de uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorziet voor het begrotingsjaar 2001 in een bedrag van ongeveer 20 miljoen voor de diensten voor schuldbemiddeling. Het is de eerste keer dat het budget van de GGC in middelen voor dat soort diensten voorziet. Dit werd overigens stilaan tijd want een wettelijk referentiekader zonder concrete financiële middelen is totaal zinloos.

Reeds toen ik minister was, lag de problematiek van de schuldoverlast mij na aan het hart en tijdens de plenaire vergadering van de GGC van november 1999 interpelleerde ik de heer Tomas en mevrouw Neyts over dit onderwerp. Als voorzitter van het OCMW van een van de grotere Brusselse gemeenten word ik vaak met dit probleem geconfronteerd.

Tot nu toe werd hieraan niet genoeg aandacht besteed.

Het probleem van de schuldoverlast blijft toenemen, vooral in het Brussels Gewest.

Ik zal thans de cijfers die ik vroeger reeds aanhaalde, niet herhalen, maar een aantal cijfergegevens meedelen uit andere deeldomeinen en uit andere sectoren. Ten eerste stijgt het aantal cessies van salarissen bij de griffie van inbeslagnemingen bij de Kamer van Eerste Aanleg te Brussel voortdurend. Voorts bedraagt het percentage inwoners dat problemen heeft met het betalen van de huur bij verschillende gemeentelijke sociale huisvestingsdiensten bijna 30 %. Ongeveer 50 % van de dossiers die door de OCMW's worden behandeld, hebben betrekking op een ruime waaier van schulden. Niet enkel sociale uitkeringsgerechtigden zitten in de schulden, in sommige bedrijven wordt 4 tot 5 % van de werknemers geconfronteerd met een schuldenlast.

Deze cijfers bewijzen dat het probleem van de schuldenlast alle lagen van de bevolking raakt en niet alleen mensen van de laagste sociale klassen.

Vaak werkt schuldenlast ook cumulatief.

70 % van de personen met betalingsmoeilijkheden voor hun gas- en elektriciteitsrekeningen hebben ook elders nog bijkomende schulden.

Wat kunnen wij hieraan doen ?

Om de problemen aan te pakken, moeten we eerst duidelijke cijfergegevens verzamelen met betrekking tot de schuldenlast. Om objectieve berekeningen te kunnen maken, moeten er degelijke statistische middelen voorhanden zijn.

We moeten een structuur oprichten die instaat voor de vorming en de supervisie van de bemiddelaars. De voorwaarden tot erkenning van de diensten zijn duidelijk. De schuldbemiddeling moet worden toevertrouwd aan sociale werkers, gespecialiseerd in de materie, of aan juristen met een bijzondere opleiding of met ervaring.

De oprichting van een schuldbemiddelingsdienst kost wellicht 6 à 9 miljoen. De subsidiëring ervan zal in de nabije toekomst dan ook noodzakelijk zijn.

Er moeten meer diensten worden opgericht. Waar er een dienst wordt opgericht, neemt het aantal dossiers aanzienlijk toe. Vele dossiers betreffen personen van wie de schuldenlast nooit werd vermoed. De bestaande diensten moeten worden uitgebreid en de logistieke steun versterkt.

Om uit de negatieve schuldenpiraal te geraken, is een preventiebeleid noodzakelijk. De consument moet een andere houding ten opzichte van krediet leren aannemen. De mensen moeten beter met hun budget leren omgaan. Informatieverstrekking en waarschuwingen tegen bepaalde financiële producten kunnen op lange termijn vruchten afwerpen.

De te nemen maatregelen mogen de personen met een overmatige schuldenlast niet extra benadelen. Het bemiddelingsproces moet met zo weinig mogelijk onkosten gepaard gaan.

De angst zich nog meer schulden op de hals te halen, is trouwens een van de redenen waarom zo weinigen zich tot de rechter durven te wenden. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet in middelen voorzien om deze uitdaging zo efficiënt mogelijk aan te pakken.

Graag had ik van de minister vernomen waarvoor het budget 2001 zal worden gebruikt. Wat zijn de prioriteiten ? Zullen er nieuwe diensten worden opgericht, bijvoorbeeld bij onze bicommunautaire administratie ? Volgens welke criteria zullen de subsidies worden verdeeld ? Welke initiatieven worden er genomen op het vlak van de preventie ?

Mme la Présidente. — La parole est à M. Joël Riguelle.

M. Joël Riguelle. — Madame la Présidente, je ne serai pas long. M. Grijp ayant déjà largement développé une préoccupation qui est la nôtre également.

Il n'est pas inutile de rappeler que le surendettement reste un fléau en expansion dans notre société de consommation. Je lisais encore récemment que pas moins de 385 000 personnes ont été enregistrées en Belgique à la centrale des crédits de la Banque Nationale en 2000. Parmi ces personnes, 65 000 ont au moins trois crédits non remboursés.

C'est assez effrayant et les chiffres de 1999 à Bruxelles dépassaient largement les 50 000 personnes confrontées à cette difficulté.

Je ne reviendrai pas sur les éléments déjà évoqués par M. Grijp mais j'avais déjà souligné quelques points lors d'interventions précédentes en 1999; en mai et juin de l'an passé, j'ai eu l'occasion de mettre en évidence certaines difficultés. Je souhaiterais donc savoir si en quelques mois, un progrès sensible a pu être enregistré dans ce domaine.

En novembre 1999, j'interpellais votre collègue sur la mauvaise volonté manifeste de certains CPAS de mettre en place un service de médiation de dettes alors que l'ordonnance agréait d'office les structures pour s'en occuper. Il m'apparaissait à ce moment qu'il était souhaitable que chaque CPAS puisse intervenir dans le territoire qui relève de sa compétence, eu égard au fait qu'une connaissance plus fine des demandeurs et des situations sociales peut permettre d'apporter une meilleure réponse. Si mes souvenirs sont exacts, on avait à l'époque parlé de circulaires destinées aux CPAS, visant à les encourager en ce sens. Je souhaiterais savoir si la situation a évolué depuis lors et ce qu'a fait le Collège pour encourager les CPAS réticents.

En réponse à la demande de formation, qui était aussi apparue à l'époque, votre collègue nous avait indiqué qu'elle allait accorder une somme de 782 000 francs à l'association coopérative des consommateurs dont la compétence était reconnue.

Cet effort a-t-il été fait et poursuivi et que fera-t-on en 2001 ?

A-t-on pu évaluer la pertinence de la formation dispensée et la fréquentation de ce programme de formation ?

En réponse aux demandes des acteurs de terrain, Mme Neyts nous annonçait aussi la création d'une structure de concertation.

Nombre d'entre nous avaient assisté à un colloque qui avait souligné cette absence de structure, laquelle aurait bien entendu pu servir à tous ceux qui s'occupaient de gestion de dettes. A-t-elle été créée ? Fonctionne-t-elle aujourd'hui ?

Un autre engagement de votre collègue portait sur l'insertion de données relatives au surendettement dans le rapport annuel sur la pauvreté. Nous avons reçu ce rapport récemment pour l'année 2000 et après une première lecture que j'avoue bien superficielle, je n'ai pas retrouvé ces données. Il s'agissait pourtant d'un souhait répété des acteurs de terrain.

Dans le domaine du surendettement, une coordination s'impose avec le fédéral qui détient certaines clés légistiques en la matière, notamment dans le domaine de la régulation de l'offre de crédit. Le ministre des Affaires économiques a par ailleurs récemment apporté son soutien au groupe d'action sur le surendettement qui, avec l'aide du centre de communication sociale, mène des actions dans les écoles secondaires et même fondamentales et met des dossiers pédagogiques à la disposition des enseignants. A cet égard ma question est simple, le Collège a-t-il entrepris des actions en coordination avec le fédéral ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

En conclusion, je pense que tant dans le domaine de la prévention que dans celui de la formation des acteurs, et du soutien logistique qu'on leur apporte, un sérieux bout de chemin reste à parcourir. Je ne manquerai pas d'être attentif à vos réponses.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Béghin.

De heer Jan Béghin. — Mevrouw de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Collega's, de CVP-fractie treedt de opmerkingen van de heer Rufin Grijp volledig bij. De schuldenoverlast neemt toe en de overheid moet dringend, uit sociale overwegingen, een duidelijk beleid uitbouwen.

Terloops druk ik mijn ontgoocheling uit over de overlegvergaderingen in de meerderheid over de voorstellen terzake van de heer Grijp. Ik stel overigens vast dat de meeste leden van de meerderheid in de cafeteria zitten, terwijl hier zulke aanzienlijke en belangrijke problemen worden besproken.

Hoeveel personen of gezinnen achteruit zijn met allerhande betalingen, is moeilijk te bepalen. Een globale methodiek, laat staan statistiek, is niet voorhanden. Maar alle indicatoren wijzen op het groeiende probleem van schuldenoverlast. Wie zitting heeft in een OCMW-raad — de heer Grijp is voorzitter van een OCMW —, of in een sociale huisvestingsmaatschappij — ik was ooit voorzitter — of meewerkt in een welzijnsorganisatie, kan getuigen dat almaar meer personen in de schulden geraken en/of blijven.

Collega Grijp haalde reeds heel wat cijfers aan. We kunnen er van uitgaan dat minstens 1 op 20, en misschien wel 1 op 10 Brusselselaars moeilijkheden heeft om zijn leningen of schulden af te betalen. Dat zijn dramatische cijfers ! Niet alleen het aantal personen die in de schulden verzeilen, maar ook de omvang van de schuldenlast neemt toe. Tegelijk is het een misvatting te denken dat het enkel lagere sociale bevolkingsgroepen zijn die kampen met schuldenlast. Meer personen uit de middenklasse dan we vermoeden, geraken in een schuldenpiraal, met alle sociale gevolgen vandien.

Welk beleid plaatst de overheid tegenover die complexe sociale problematiek ? OCMW's en welzijnsorganisaties doen eigenlijk al heel lang aan een of andere vorm van schuldbemiddeling, denken we maar aan budgetbegeleiding en budgetbeheer. Sinds enkele jaren is met de wet op het consumentenkrediet en de wet op de collectieve schuldenregeling echter een geheel nieuw wetgevend kader ontstaan, die zo'n dienstverlening reglementeert en duidelijk bepaalt wat schuldbemiddeling is en wie aan schuldbemiddeling mag doen. Schuldbemiddeling is een gemeenschapsmaterie; schuldbemiddelingsdiensten moeten een erkenning krijgen van de bevoegde overheid.

In Brussel hebben we die erkenning geregeld voor de bicommunautaire sector bij ordonnantie van 7 november 1996. Met die ordonnantie zijn we een stap verder gegaan dan Vlaanderen en Wallonië. We erkennen de OCMW's ambtshalve ervan uitgaande dat de opdracht van schuldbemiddeling behoort tot het algemeen takenpakket van een OCMW. Dat was op zichzelf een goede zaak. Bovendien bood de ordonnantie volgens de letter opleiding en geld voor het regionaal ondersteunings- en opleidingscentrum.

De praktijk is echter anders. Hoewel de Brusselse OCMW's ambtshalve erkend zijn, heeft slechts een minderheid ervan een schuldbemiddelingsdienst ! De oorzaken hiervoor zijn verschillend. Bij sommige OCMW's, vrezen wij, is er manifeste onwil om zich met die taak in te laten. Dat is, gezien de aard van de problematiek en gezien de groei, in onze ogen totaal onaanvaardbaar. Een andere oorzaak, zowel voor OCMW's als privé-welzijnsorganisaties, is uiteraard het gebrek aan middelen. Geen middelen betekent geen personeel, geen vorming of bijscholing, geen infrastructuur, geen juridische documentatie, geen doorverwijzing enzovoort. Voornamelijk de gerichte scholing of bijscholing en de aanwerving van een jurist vormen knelpunten : de deskundigheid van de schuldbemiddelaar is nochtans essentieel.

In Brussel zijn er dus te weinig schuldbemiddelingsdiensten en de gevolgen zijn duidelijk. De bestaande diensten worden overbevroegd. Er zijn zelfs wachtlijsten; een snelle behandeling van de schuldendossiers is nauwelijks mogelijk, terwijl uitgerekend in zulke dossiers *time money* is. Uiteindelijk doen schuldbemiddelingsdiensten enkel nog aan crisisinterventie en komen ze niet toe aan een fundamentele sociale begeleiding.

De overheden lijken zich echter meer en meer bewust van het probleem. De inspanningen worden opgevoerd. De Vlaamse Regering trok hier extra geld voor uit, net zoals de federale Regering. Minister Vande Lanotte liet vorige maand weten 1 miljard te zullen vrijmaken voor de OCMW's, specifiek om aan schuldbemiddeling te doen. Dat is positief natuurlijk. Mijnheer de Minister, bent u op de hoogte van dat initiatief ? Werd het reeds uitgevoerd ? Hoe wordt het geld verdeeld en hoeveel daarvan komt de Brusselse OCMW's toe ? Gaat het alleen naar de OCMW's met schuldbemiddelingsdiensten of naar alle OCMW's ?

Samen met collega Grijp is de CVP-fractie verheugd dat er in de begroting voor 2001 een bedrag is ingeschreven voor schuldbemiddelingsdiensten. Collega Grijps vragen naar de besteding van de middelen, naar de prioriteiten en naar ondersteuning, niet het minst voor vorming, zijn ook de onze.

Voorts op wetgevend vlak dringt de CVP-fractie er bij de Brusselse Regering op aan dat zij bij de federale Regering de vragen blijft herhalen om evaluatie en aanpassing van de wetten die verband houden met kredietverlening en dergelijke. Onder andere de

oprichting van een positieve kredietcentrale en de inperking van de ongekende vrijheid om kredieten te verstrekken zijn even belangrijke aspecten van de problematiek als de schuldbemiddeling zelf. « Voorkomen is beter dan genezen ! », is een cliché, maar het is pijnlijk waar !

Een kredietverstrekker lijkt vaak ongekende mogelijkheden te hebben om een kredietnemer te strikken. De consumentiedrift en de reclamelawines maken dat de consument heel sterk in zijn schoenen moet staan om niet te bezwijken aan een of andere kredietformule. *Buy now, pay later !* Mijn oordeel terzake luidt dat de sector zelf, dus de banken en de kredietinstellingen, zich moet beraden of anders op sommige punten strenger moet worden gecontroleerd.

Vergeten we daarbij de jongeren niet. Zij blijken een vrij enge visie te hebben op het begrip consumentenkrediet. Een enquête van de Coöperatieve Verbruikersbeweging wees uit dat jongeren het onder nul gaan op de zichtrekening, iets op afbetaling kopen of een kredietkaart gebruiken niet ervaren als een vorm van krediet. Die kredietvormen zijn volledig ingeburgerd en onder nul gaan op de rekening is de normaalste zaak ter wereld ... En zij beseffen niet, vaak omdat zij er niet uitdrukkelijk op zijn geweest, welke kosten hieraan verbonden zijn. Dat is toch een evolutie waarover we even moeten nadenken. De inspanningen van banken om jongeren tot klant te maken, grenzen soms aan het ongelooflijke. Dat is ook zo voor de reclame die op jongeren wordt losgelaten. Wie luidop droomt om reclame in de schoolomgeving toe te laten, zou zich beter afvragen of leren omspringen met geld niet in het lessenpakket moet worden opgenomen.

In de strijd tegen de schuldoverlast zijn preventie, bewustmaking en voorlichting via de media, de vakbonden, de ziekenfondsen, de jeugdverenigingen en de scholen heel belangrijk.

In rond af. De problematiek is bijzonder complex : er zijn diverse wetgevingen, er is diverse hulpverlening, er zijn diverse doelgroepen, er zijn diverse oorzaken. Waarschijnlijk is er iets te weinig geld voor het beleid dat nodig is. De CVP-fractie steunt uitdrukkelijk de vraag van de heer Grijp naar een breder en beter uitgebouwd beleid. Hoe dat moet worden gevoerd, wie het moet doen, daarover lijken de meningen wat te verschillen. Misschien is nog niet iedereen zich bewust van de ernst van de problematiek. We stellen daarom voor in de commissie voor Sociale Zaken, waarvan Jean-Luc Vanraes voorzitter is, al de aangehaalde punten voort te doorgronden en hoorzittingen te organiseren over de problematiek van schuldoverlast, waaruit we de gepaste conclusies kunnen trekken met het oog op de voorstelling van concrete beleidsinitiatieven en aanpassingen van de ordonnantie.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Bernadette Wynants.

Mme Bernadette Wynants. — Madame la Présidente, Monsieur le Membre du Collège, je voudrais appuyer les propos de M. Grijp et des autres intervenants, et comme M. Béghin, mettre l'accent sur le surendettement des jeunes.

En effet, un récent colloque organisé à Charleroi a mis en évidence ce problème spécifique. Les jeunes sont considérés comme plus vulnérables que d'autres parce qu'ils sont la cible privilégiée d'une série d'entreprises commerciales. Leur vulnérabilité se joue dans leurs pratiques d'achats et de consommation de services. Dans certaines familles, les factures de GSM ou de téléphone sont énormes du fait de l'usage d'Internet et peuvent être des sources d'endettement et de surendettement. Leur vulnérabilité se manifeste éga-

lement dans tout ce qui concerne l'utilisation de cartes de crédit et l'achat ou la consommation de services à paiement différé.

Dans toutes ces pratiques, les jeunes sont particulièrement vulnérables. En effet, Nadine Frazel déclarait au cours de ce colloque : « Entre 15 et 25 ans, les jeunes sont deux fois plus enclins à céder à une consommation immédiate que les plus âgés ». Il y a là un réel problème.

En matière de réponse, bien sûr un tas de choses sont à faire en matière d'éducation, mais je crois qu'il est important également de se saisir de cette question pour sensibiliser l'ensemble des acteurs au problème de surendettement.

On comprend bien la situation particulière des jeunes. Dans notre région, bon nombre d'entre eux sont sensibles aux canons de consommation de la classe moyenne. La publicité joue bien sûr un rôle dans ce cadre-là. Pour atteindre ces normes de réussite qui passent à travers la possession d'objets — qu'on y adhère ou pas nous-mêmes — ils sont tentés de se mettre et de mettre leur famille en difficulté.

C'est un premier point. Je pense qu'il faudrait essayer de sensibiliser l'ensemble des acteurs à ce problème.

Enfin, pour encore appuyer les propos de mes collègues, je signale simplement qu'une politique réellement volontariste pour lutter contre le surendettement se met en place à d'autres niveaux de pouvoirs.

Je vais vous citer quelques données. En Wallonie, plusieurs outils préventifs et curatifs sont aujourd'hui opérationnels.

Je vais vous donner la progression des budgets wallons consacrés à cette problématique : en 1999, 25 millions, en 2000, 50 millions, en 2001, 68 millions. Une politique se met réellement en place.

Thierry Detienne l'a annoncé avec la création d'écoles de consommateurs. Il s'agit d'un dispositif inspiré d'une expérience du Nord-Pas-de-Calais. Ce sont en fait des ateliers participatifs organisés en collaboration avec des CPAS et des associations locales. Dans ces ateliers, il est question d'informer mais aussi de former à la consommation. Des campagnes de sensibilisation ont déjà été menées et on annonce le développement d'un crédit social, des prêts sans intérêt ou à faible intérêt, pour essayer de dégager les surendettés à partir d'un projet de vie. Par exemple, le projet d'obtenir un permis de conduire, une garantie locative, etc. On étudie la possibilité d'y associer les banques.

Cinq centres de référence sont prévus en Wallonie où existent aujourd'hui 163 services de médiation de dettes. On réalise donc à ce niveau un maillage assez complet.

A l'échelle fédérale également, une politique volontariste est actuellement mise en place. Comme M. Riguelle l'a dit, le ministre Picqué soutient l'opération « Jeunes consommateurs — Jeunes consommacteurs » menée dans les écoles. Par ailleurs, hier, le ministre Picqué a annoncé toute une série de projets dans le cadre de ses compétences, notamment la création d'une centrale d'enregistrement des crédits et la mise sur pied d'un fonds destiné à financer la médiation de dettes. Il a également déclaré qu'il entreprendrait des actions pour clarifier les pratiques des sociétés de recouvrement.

Toutes ces mesures prises au niveau de la Région wallonne et du fédéral peuvent sembler encourageantes. En tout cas, on doit avoir l'impression à l'échelle de la Région bruxelloise, et plus par-

ticulièrement de la Commission communautaire commune, qu'une réelle volonté existe en la matière.

Je ne répéterai pas les propositions formulées par M. Grijp — elles sont raisonnables et elles sont connues depuis longtemps — : un outil statistique, une structure commune stable.

Voici plus d'un an, lors de l'Assemblée générale des CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale, M. Tomas a annoncé la création d'une structure de coordination qui devait offrir un appui logistique et un lieu de concertation et d'échanges pour tous les acteurs de la médiation de dettes à Bruxelles. On pouvait lire sa déclaration dans le Bulletin. Où en est-on aujourd'hui sur cette question ?

Enfin, je rappelle l'enjeu extrêmement important qui est celui de la formation des travailleurs sociaux qui s'occupent de médiation. (*Applaudissements sur les bancs ECOLO.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jean-Luc Vanraes.

De heer Jean-Luc Vanraes. — Mevrouw de Voorzitter, graag schaar ik mij achter de interpellatie van collega Grijp. In mijn weliswaar kort betoog zal ik de problematiek vooral praktisch benaderen.

(*M. Jan Béghin, Premier Vice-Président, remplace Mme Magda De Galan, Présidente, au fauteuil présidentiel.*)

(*De heer Jan Béghin, Eerste Ondervoorzitter, vervangt mevrouw Magda De Galan, Voorzitter, in de voorzitterszetel.*)

In het OCMW, waar ik voorzitter van ben, bestaat er sinds 15 jaar een schuldbemiddelingsdienst. Ik doe daarover niet hoogmoedig; het beschikt nu eenmaal over de nodige middelen om zo'n dienst in stand te houden, wat niet altijd het geval is voor andere OCMW's. Ik ben het zeker niet eens met de bewering als zouden sommige OCMW-voorzitters absoluut tegen de oprichting van schuldbemiddelingsdiensten in het OCMW zijn.

Hoe kunnen we de schuldproblematiek aanpakken? Natuurlijk moet er preventief worden gewerkt. Voorlichting op school aan jongeren is onontbeerlijk. Een ander aspect van ons beleid moet bestaan uit een curatieve aanpak. De OCMW's zijn de ideale administratie om zo'n opdracht uit te voeren. Immers, vooraleer het OCMW aan schuldbemiddeling kan doen en samen met de schuldenaar een lijst kan opstellen van zijn schulden om een regeling met de schuldeisers uit te werken, moet de schuldenaar ervan worden overtuigd de stap te doen naar de schuldbemiddelaar. Welnu, wie problemen heeft door een te grote schuldenlast, is vaak depressief en niet geneigd om bij een derde aan te kloppen om hulp te vragen. Precies door zijn structuur kan het OCMW met zijn sociaal assistenten die ervaring hebben met mensen in problemen, schuldenaars ertoe overhalen de eerste stap naar de schuldbemiddelaar te zetten. Het eerste initiatief van de regering zou er bijgevolg in moeten bestaan wie actief is in sociale welzijnsinstellingen en OCMW's te informeren over het bestaan van schuldbemiddelingsorganisaties. Iedere sociale werker moet de reflex hebben te verwijzen naar een schuldbemiddelaar.

Er moet ook werk worden gemaakt van vorming. Een collega alludeerde op het feit dat er in Wallonië cursussen worden ingericht. Welnu, mijn medewerkers van de schuldbemiddelingsdienst

wordt vaak gevraagd die cursussen te organiseren. Zij zijn graag bereid te helpen belangstellenden in Brussel op dat vlak te vormen.

Ik had het daarnet over het curatieve beleid dat een schuldbemiddelingsdienst moet voeren. Dat gaat verder dan een regeling uit te werken met de schuldeisers. De dienst moet de betrokkenen ook inlichten over de wetgeving en praktische oplossingen aanreiken voor financiële problemen. In mijn OCMW gebruikt men het schuldspeel. Het spel brengt schuldenaars ertoe via vragen en antwoorden hun problemen te onderkennen en zelf een oplossing te zoeken. Dat spel willen we gerust ter beschikking stellen van de administratie. In ieder geval zijn de resultaten uitstekend.

Collega Béghin heeft erop aangedrongen om hoorzittingen in de commissie voor Sociale Zaken te organiseren. Ik ben daar als voorzitter zeer graag toe bereid. Desalniettemin denk ik dat we nu moeten handelen en ik heb een aantal voorstellen terzake gedaan.

Ten slotte, net zoals de heer Grijp heb ik vastgesteld dat er een som werd vrijgemaakt voor schuldbemiddeling. Ik sluit mij aan bij zijn vraag : wat zult u daarmee aanvangen, Mijnheer de Minister ?

De Voorzitter. — Dames en Heren, als voorzitter van de vergadering betreur ik dat collegelid Tomas blijkbaar niet wenst deel te nemen aan het debat, hoewel hij mede wordt geïnterpelleerd. Zowel de heer Vanhengel als de heer Tomas zijn in de materie bevoegd. Het is niet omdat het verzoek voor de hoofdinterpellatie in het Nederlands werd opgesteld, dat enkel het Nederlandstalige collegelid aanwezig moet zijn.

M. Rudi Vervoort. — Il n'y a pas de différenciation linguistique au sein du Gouvernement en cette matière. Vous avez une curieuse façon de présider l'assemblée.

M. le Président. — Je constate que M. Tomas n'est pas intéressé. L'interpellation de M. Grijp s'adresse à la fois à M. Tomas et à M. Vanhengel.

Je déplore, en qualité de Président, l'absence de M. Tomas. La parole est à Mme Anne-Sylvie Mouzon.

Mme Anne-Sylvie Mouzon. — Monsieur le Président, je remercie M. Vanhengel d'être présent. Le fait qu'un ministre francophone laisse le soin à un collègue néerlandophone de répondre à propos d'un dossier relevant du bicommunautaire est plutôt bon signe, le contraire pourrait aussi bien se produire. Il serait vain d'exiger une présence perpétuelle d'un néerlandophone et d'un francophone pour s'assurer que le partenaire n'agit pas de façon préjudiciable aux intérêts de l'autre.

Médiation de dettes au sens large, médiation de dettes au sens étroit, règlement collectif de dettes, surendettement... Tous ces mots ont des définitions précises et il est parfois dangereux d'utiliser l'un au lieu de l'autre. La loi fédérale du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation a abordé pour la première fois le problème des personnes qui ont eu recours au crédit pour satisfaire des besoins de consommation et ne savent plus rembourser. Cette loi a donné une définition de la médiation des dettes et des dettes en question. La loi de 1991 ne vise que le surendettement qui résulte, au moins partiellement, d'un crédit à la consommation. Toutefois, bon nombre de gens se sont surendettés sans jamais avoir contracté un crédit à la consommation.

Ils représentent même la majorité de la population que l'on rencontre dans les CPAS. Ces personnes sont surendettées parce que, ne disposant que du minimex, d'un équivalent minimex ou

d'un revenu minimum garanti, elles éprouvent des difficultés à payer leur loyer, leur gaz, leur eau, leurs médicaments, leurs soins de santé, sans jamais avoir contracté le moindre crédit à la consommation pour s'acheter une voiture, un aspirateur ou une chaîne haute fidélité. Cette loi a défini ce qu'était la médiation de dettes. Cela consiste à se poser en médiateur entre le créancier et le débiteur pour essayer de trouver un arrangement. La loi a même précisé que le médiateur ne peut pas intervenir financièrement dans l'apurement de la dette.

Pour le reste, cette loi a confié aux communautés le soin de dire qui pourrait être agréé pour faire de la médiation de dettes. Si je reviens sur cette problématique, c'est pour expliquer pourquoi notre ordonnance de 1996 a agréé d'office les CPAS.

Ce n'était pas parce qu'ils étaient naturellement investis de ce genre de mission ou parce qu'ils étaient mieux que les autres ou que sais-je encore ? ... En fait, c'était tout simplement parce qu'à défaut, chaque fois que quelqu'un aurait demandé l'aide du CPAS, en ayant parmi ses diverses dettes, un crédit à la consommation, le CPAS n'aurait plus pu faire ce qu'il a toujours fait en vertu de la loi de 1976, c'est-à-dire se poser en médiateur et éventuellement intervenir sur le plan financier. En d'autres termes, la loi de 1991 a suscité un doute juridique à propos de la question de savoir si les CPAS pouvaient continuer à se poser en médiateurs entre la personne à assister et son bailleur, entre cette même personne et une intercommunale d'eau, une intercommunale de gaz ou une intercommunale d'électricité et, *a fortiori*, à intervenir financièrement, dès lors que la personne aidée avait une seule dette relevant d'un crédit à la consommation.

C'est pour cela et pour cela seulement, pour que l'on n'assiste pas à une régression dans les outils institutionnels existants pour aider les gens, le surendettement en général, que l'on a agréé d'office les CPAS. Cela ne voulait pas dire que l'on attendait d'eux qu'ils créent tous un service spécifique de médiation de dettes. Pourquoi ? Quand une personne arrive au CPAS, qu'elle annonce qu'elle n'a plus de revenus, qu'elle n'a plus droit au chômage ou qu'elle n'y a jamais eu droit, qu'elle demande le minimex ou l'équivalent minimex, quand elle ajoute qu'elle a déjà des dettes, qu'elle doit déjà 3 mois de loyer, qu'elle n'a pas payé sa dernière facture de gaz et qu'elle a contracté un crédit à la consommation pour payer l'une ou l'autre chose, il n'est pas toujours adéquat de « saucissonner » ses problèmes et de l'envoyer devant divers services. Il est important d'aborder les problèmes de quelqu'un qui vient demander de l'aide dans leur globalité. Il serait très délicat de le renvoyer chez divers spécialistes car il est déjà déstructuré et déstabilisé par sa situation.

Cela dit, il faut aussi attirer l'attention sur le fait que les mêmes lois et les mêmes vocables recouvrent des réalités différentes. On peut être endetté structurellement parce qu'on a un revenu tellement bas que l'on n'arrive pas à subvenir à ses besoins les plus élémentaires : loyer, eau, gaz, électricité, nourriture, médicaments, vêtements, etc. Mais on peut être surendetté à la suite d'un accident : c'est le cas typique du commerçant qui tombe en faillite et du couple, au départ assez aisé, dont la séparation se passe mal.

Prenons l'exemple d'une femme qui n'a jamais travaillé, qui a trois enfants sur les bras, qui se retrouve sans mari et sans revenus et à qui le juge a dit qu'elle garde la maison. Elle n'a plus les moyens de la payer et le mari est récalcitrant quant au paiement de la pension alimentaire.

Vous le savez, la pauvreté ne se répartit pas de manière égale dans notre commune. La réalité que l'on peut connaître à Saint-Josse, à Saint-Gilles et dans certains quartiers de Schaerbeek c'est davantage un problème du surendettement structurel. Il s'agit de personnes à très bas revenus qui n'ont pas les moyens, sans l'aide du CPAS, et même au-delà du minimex, de subvenir aux besoins élémentaires. On rencontre davantage d'exemples de surendettement de type accidentel dans les communes plus aisées.

Il est donc aussi assez normal que les services de médiation de dettes existant dans les CPAS aient été créés plus tôt dans les communes aisées que dans les communes pauvres, à la fois parce qu'elles rencontraient davantage de personnes endettées accidentellement par des crédits à la consommation et parce qu'elles avaient les moyens sur fonds propres de créer ce genre de service. Les autres CPAS gèrent la masse des endettés structurels en grand nombre et n'ont pas les moyens de créer des services particuliers, organiquement structurés. Mais tous font de la médiation de dettes au sens large, font de la guidance, expliquent aux personnes endettées quels sont leurs droits et leurs devoirs et comment analyser leur situation budgétaire. Il nous arrive très cyniquement de dire à une personne surendettée qu'elle aurait intérêt à ne pas payer sa dette à l'égard de son ancien bailleur puisque sa condition de minimexé rend ses revenus insaisissables. Nous lui conseillons d'accorder la priorité au paiement de son loyer actuel afin de ne pas se retrouver à la rue. C'est aussi une façon de lutter contre le surendettement; c'est en tout cas à cela que nous sommes souvent réduits.

Je constate aujourd'hui que le budget prévoit 14,6 millions pour les CPAS. Si l'on s'attend à ce que les 19 CPAS créent un service, la somme attribuée à chacun sera insuffisante. Je constate qu'il y a effectivement matière, dans toutes les communes, à faire de la médiation de dettes au sens juridique du terme mais à développer surtout la lutte contre le surendettement, ce qui va de l'information au consommateur jusqu'au règlement collectif de dettes, en passant par la médiation de dettes, par l'aide financière, par la guidance, par l'aide juridique, par la présence au moment de la saisie, etc. Il serait utile que les CPAS créent des services de médiation ouverts à un public plus large que celui habituellement visé, à des tranches de population qui ont un revenu supérieur au minimex ou à l'équivalent du minimex, mais qui sont très fragilisées dans leur situation. Cette démarche supposerait au moins un bon juriste ayant beaucoup de bon sens et de rigueur, plusieurs travailleurs sociaux et un minimex de logistique.

M. le Président. — Madame Mouzon, je vous demande de conclure.

Mme Anne-Sylvie Mouzon. — Je voudrais donc que l'on dispose de plus de moyens et je souhaite surtout que les critères de répartition qu'il faudrait définir, conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 7 novembre 1996, tiennent compte des capacités relatives différentes des CPAS d'assumer les charges salariales et les charges d'investissement et de fonctionnement de ce type de structure. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et de M. Mahieu.*)

M. le Président. — M. Tomas étant absent, je donne la parole à M. Guy Vanhengel, membre du Collège réuni.

Het woord is aan de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College.

De heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank alle sprekers voor hun bijzonder interessante uit-

eenzettingen over dit onderwerp, dat mij reeds boeide toen ik de commissie voor de Sociale Zaken van dit parlement voorzat.

De leden hebben waardevolle suggesties gedaan met betrekking tot de schuldbemiddeling.

In de eerste plaats wil ik wijzen op de taakverdeling binnen het Verenigd College.

Wanneer een interpellatie tot meer dan een lid van het Verenigd College is gericht, wordt de vraag beantwoord door het lid dat dezelfde taal spreekt als de eerste interpellant. Die regel heeft niets te maken met een gebrek aan belangstelling voor de materie. Overigens houdt de heer Tomas er aangaande dit onderwerp dezelfde mening opna als ik.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijft net zomin als de rest van het land gespaard van het probleem van de schuldoverlast. De regering is zich ervan bewust dat er op dit terrein nog een lange weg moet worden afgelegd.

Mevrouw Mouzon heeft terecht opgemerkt dat schuldoverlast niet uitsluitend een probleem is van gezinnen die zich op de grens van de armoede bevinden; ook gezinnen uit de middenklasse kunnen door het opeenstapelen van verschillende consumentenkredieten, in onoverkomelijke moeilijkheden geraken.

Sommige vragen die hier werden gesteld, werden door mevrouw Mouzon voor een groot deel beantwoord. Wat zij al heeft gezegd, hoef ik dus niet te herhalen. Ik verwijs graag naar de ordonnantie van 1996, die onder meer bepaalt dat alle OCMW's als schuldbemiddeldingsdienst moeten worden erkend. De OCMW's doen voor hun klanten immers al lang aan budgetbeheer. Het verschil tussen beide vormen van dienstverlening is niet groot, maar er moest wel een wettelijke bepaling komen om de schuldbemiddeling mogelijk te maken. Terloops wil ik opmerken dat de sociale assistenten van onze 19 Brusselse OCMW's hun uiterste best doen op het vlak van budgetbeheer, zonder het daarbij expliciet over schuldbemiddeling te hebben.

Voor het eerst is er dit jaar 20 miljoen frank in de begroting van de GGC ingeschreven om het probleem van de schuldbemiddeling aan te pakken.

En effet, les crédits ont été libérés afin de soutenir la médiation de dettes. L'application concrète de la mesure devra être en harmonie avec la disposition prise au niveau fédéral par le ministre Vande Lanotte. Celui-ci a annoncé qu'un milliard sera libéré pour les CPAS effectuant la médiation de dettes. Un milliard ! Les 20 millions qui figurent à notre budget paraissent bien dérisoires par rapport au montant annoncé par le ministre fédéral du Budget.

Nous avons des contacts avec le cabinet du ministre Vande Lanotte. Nous attendons avant de prendre des initiatives afin d'éviter que les mêmes frais de fonctionnement, par exemple d'un assistant social ou d'un juriste, soient financés par deux canaux. Compte tenu de nos modestes moyens, nous optons pour un financement complémentaire. Nous espérons que ce dossier sera finalisé sous peu au niveau fédéral. Une fois que nous saurons avec précision comment M. Vande Lanotte liquidera ces montants, nous pourrions mettre sur pied nos mesures complémentaires.

Overeenkomstig de bestaande wetgeving moeten de personeelsleden van de diensten die aan schuldbemiddeling doen, een opleiding volgen. De vzw Grepa werd geselecteerd om schuldbemid-

delaars te vormen. De lessen zullen waarschijnlijk in het najaar van start gaan.

In het kader van de interministeriële conferentie maatschappelijke integratie werden preventieve maatregelen besproken, zoals de positieve risicocentrale, die alle kredietnemers — dus niet enkel de slechte betalers — registreert, teneinde te vermijden dat sommige mensen een onverantwoord hoog kredietniveau bereiken. Thans wordt er pas ingegrepen op het ogenblik dat de kredietinstellingen vaststellen dat de schuldenaar niet meer in staat is zijn schulden af te betalen. Het is beter preventief te werken door een lijst aan te leggen van de personen die een krediet aangaan en op te treden zodra een bepaalde drempel wordt overschreden.

De kredietinstellingen dragen op dit vlak een enorme verantwoordelijkheid. Ik wijs in dit verband op een arrest van 23 februari 2000 van het Arbitragehof, dat duidelijk stipuleert dat de kredietinstellingen zelf als hoofdverantwoordelijken moeten worden beschouwd voor de overmatige schuldenlast van de consumenten. Zij zijn het die toestemming geven voor het aangaan van de schuld en zouden degelijk moeten onderzoeken of de persoon die de schuld aangaat, in staat zal zijn om ze terug te betalen. De kredietinstellingen moeten het fonds voor overmatige schuldenlast spijzen. Dat fonds dat wellicht weldra wordt opgericht, zal instaan voor de betaling van de gerechtskosten die gepaard gaan met de schuldbemiddeling.

Mevrouw Wynants heeft terecht opgemerkt dat er initiatieven moeten worden genomen voor jongeren van vijftien jaar.

Madame Wynants, vous avez raison de dire que le problème de la prévention devrait être mieux pris en compte au niveau des jeunes qu'il ne l'est actuellement. L'enseignement a un rôle important à jouer. Or, nous constatons que les programmes des écoles secondaires ne prévoient rien en matière de gestion de budget, sauf dans les sections du type « économie », où ce genre de cours est habituel.

Een minimum aan vorming over het beheer van budgetten zou niet misplaatst zijn in het secundair onderwijs. Mijns inziens moeten we er bij de bevoegde ministers van Onderwijs op aandringen dat ze bijzondere aandacht besteden aan de problematiek in het onderwijs.

(Mme Magda De Galan, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel.)

(Mevrouw Magda De Galan, Voorzitter, treedt opnieuw als voorzitter op.)

Mijn collega Tomas en ikzelf zijn de mening toegedaan dat een preventief beleid in de eerste plaats op federaal vlak moet worden uitgestippeld, in samenwerking weliswaar met de gemeenschappen en de gewesten voor de ondersteuning ervan. Als klein Brussels Gewest moeten we vooral op de interministeriële conferentie het probleem aankaarten, zodat er vooruitgang kan worden geboekt. Het is minder aangewezen om hier kleine initiatieven te ontwikkelen. Beter richten we al onze energie op het federale niveau om daar tot een beter gecoördineerd preventiebeleid te komen. Daarom hebben we er ook voor gepleit om het probleem van de schuldoverlast op de agenda van de interministeriële conferentie te plaatsen, en daar werd ook op ingegaan.

Nos pauvres 20 millions ne représentent pas grand-chose. Il y aura encore beaucoup à faire dans les années à venir. A cet égard, il sera d'une importance primordiale de savoir quels moyens le ministre Vande Lanotte pourra dégager. Celui-ci annonçait en effet vouloir fournir un effort très important.

Graag ga ik in op het voorstel van een van de interpellanten. We waren al begonnen met ons te bezinnen over de problematiek. Welnu, het is, mijns inziens, nuttig om hoorzittingen te organiseren in de commissie voor Sociale Zaken, zodat degenen die op het terrein actief zijn, ons suggesties kunnen doen. Misschien kunnen zo nieuwe ideeën opborrelen, die kunnen bijdragen tot ons beleid.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Anne-Sylvie Mouzon.

Mme Anne-Sylvie Mouzon. — Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, je vous entends miser sur le milliard annoncé par le ministre Vande Lanotte. Comme vous, lorsque j'ai entendu cette nouvelle à la radio, je me suis réjouie. Puis j'ai lu les avant-projets, qui m'ont appris qu'en réalité, le milliard serait puisé sur le fonds « gaz-électricité » dont M. Deleuze avait annoncé, peu de jours avant, qu'il serait sérieusement augmenté.

En outre, il nous apprend que ce milliard serait réparti entre les CPAS du pays au prorata, non pas du nombre de personnes aidées par ceux-ci, mais au prorata de la population. Et enfin, qu'il servirait exclusivement, par tranche d'habitants et par commune, au paiement de la masse salariale de travailleurs sociaux. Alors ça, non ! C'est totalement injuste.

De heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen. — Daarover zal in de interministeriële conferentie worden gediscussieerd. Ik neem nota van de terechte opmerkingen van mevrouw Mouzon. De heer Tomas en ikzelf zullen ze graag meenemen naar de conferentie om ze daar met veel kracht te verdedigen.

De Voorzitter. — De heer Rufin Grijp heeft het woord.

De heer Rufin Grijp. — Mevrouw de Voorzitter, ik wou dezelfde vraag stellen als mevrouw Mouzon. Hoe wordt de beloofde 1 miljard verdeeld? Zal er rekening worden gehouden met armoedecriteria of worden er enkel bevolkingscriteria in acht genomen? Mevrouw Mouzon heeft alleszins voor het eerste gepleit.

Mijnheer het Collegelid, u zou een ander criterium kunnen voorstellen, naast het armoedecriterium, een criterium dat verwijst naar het aantal werklozen of het aantal bestaansminimumtrekkers.

De heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen. — Ik ben het daarmee eens.

De Voorzitter. — Mijnheer het Collegelid, mag ik concluderen dat u zowel als de heer Tomas de opmerkingen van onze assemblee, met name van mevrouw Mouzon en de heer Grijp, zullen bepleiten op de interministeriële conferentie?

De heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen. — Inderdaad.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mme la Présidente. — Les votes étant prévus à 20 heures, nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes.

— *La séance est suspendue à 19 h 55.*

De vergadering wordt geschorst om 19.55 uur.

— *Elle est reprise à 20 h 05.*

Ze is om 20.05 uur hervat.

Mme la Présidente. — La séance est reprise.

De vergadering wordt hervat.

VOTE NOMINATIF

NAAMSTEMMING

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle le vote nominatif sur la proposition dont l'examen est terminé.

Aan de orde is de naamstemming over het afgehandelde voorstel.

Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote nominatif sur la proposition d'ordonnance.

Dames en heren, wij stemmen nu over het voorstel van ordonnantie.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Résultat du vote :

63 membres sont présents.

53 répondent oui dans le groupe linguistique français.

10 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming :

63 leden zijn aanwezig.

53 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

10 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'Assemblée réunie adopte la proposition d'ordonnance qui sera soumise à la sanction du Collège réuni.

Bijgevolg neemt de Verenigde Vergadering het voorstel van ordonnantie aan : het zal ter bekrachtiging aan het Verenigd College worden voorgelegd.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

MM. Adriaens, André, Azzouzi, Mme Bastien, M. Boelpaepe, Mmes Braeckman, Carthé, MM. Cerexhe, Clerfayt, Cools, Cornelissen, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, Mme De Groote, MM. De Wolf, Decourty, Demannez, Mme Derbaki Sbai, M. Doukeridis, Mmes Dupuis, Fraiteur, Gelas, MM. Gosuin, Grimberghs, Hutchinson, Mme Huytebroeck, MM. Lahssaini, Lemaire, Mme Lemesre, M. Mahieu, Mme Meunier, M. Michel, Mme Molenberg, MM. Mook, Ouezekhti, Mme Payfa, MM.

Pesztat, Riguelle, Roelants du Vivier, Romdhani, Mmes Rorive, Saïdi, Schepmans, M. Smits, Mme Theunissen, MM. Tomas, Vervoort, Mme Wynants, MM. Zenner, de Lobkowicz, de Patoul et van Eyll.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

MM. Arckens, Béghin, Mme Byttebier, MM. Chabert, Demol, Grijp, Mme Grouwels, MM. Lootens-Stael, Van Assche et Vanhengel.

Mme la Présidente. — La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

Prochaine séance plénière sur convocation de la Présidente.

Volgende plenaire vergadering op bijeenroeping van de Voorzitter.

— *La séance plénière est levée à 20 h 10.*

De plenaire vergadering wordt om 20.10 uur gesloten.

